

Diriger un service enfance et/ou jeunesse

Sous la direction d'Anne GENOVESE

Consultante en gestion d'établissements, de projets de territoire
et de services à la population, coach secteur socio-éducatif

TOME 1

territorial éditions

Avertissement de l'éditeur :

La lecture de cet ouvrage ne peut en aucun cas dispenser le lecteur de recourir à un professionnel du droit.

Nous sommes vigilants concernant les autorisations de reproduction et indiquons systématiquement les sources des schémas, images, tableaux, etc. repris dans nos classeurs.

Pour toute demande de modification, mise à jour ou suppression d'un élément au sein de cet ouvrage, merci de contacter :

nathalie.marion@territorial.fr

	Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente publication sans autorisation du Centre Français d'exploitation du droit de Copie. CFC 20, rue des Grands-Augustins 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70
---	--



Sommaire

Avant-propos

Introduction

Les services

I • Services de l'État

A - Révision générale des politiques publiques (RGPP) et réorganisation des services déconcentrés de l'État (circulaire du 12 juin 2019)

B - Organisation territoriale de l'État sur le plan régional

1. *Rattachement des missions jeunesse et sport, vie associative et SNU au réseau académique au 1^{er} janvier 2021*
2. *Mise en œuvre de cette réforme*

C - Organisation territoriale de l'État sur le plan départemental

D - Les « nouveaux » CREPS

1. *Réforme des Centres d'éducation populaire et de sport (CEPS)*
2. *Transfert de compétences de l'ANS (Agence nationale du sport) aux CREPS*

E - Modernisation de l'action publique (2018-2022)

1. *Action publique 2022*
2. *CAP22*
3. *Chantiers transversaux*
4. *J22*
5. *L'État et les départements, une nouvelle stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2019-2022*

F - Éducation au développement durable

1. *Accord-cadre 2021-2023 pour l'éducation au développement durable*
2. *Loi Climat & Résilience*

G - « Plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences liées aux bandes et groupes informels »

1. *Contexte*
2. *Déploiement du plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences liées aux bandes et groupes informels*

H - Loi Taquet – Protection de l'enfance « Améliorer le quotidien des enfants protégés », janvier 2022

1. *Améliorer la situation des enfants placés*
2. *Mieux protéger les enfants contre les violences*
3. *Améliorer la procédure en matière d'assistance éducative*
4. *Valoriser le métier des assistants familiaux*
5. *Mieux piloter la politique de protection de l'enfance*
6. *Modifier les critères de répartition des mineurs non accompagnés*

I - Focus sur le parcours d'éducation artistique et culturelle des enfants et des jeunes, un enjeu national et territorial depuis 2013

1. *Le cadre institutionnel du parcours d'éducation artistique et culturelle, l'EAC*
2. *Un référentiel du parcours artistique et culturel pour élaborer un projet partenarial de territoire et garantir une cohérence entre les actions conduites par les acteurs partenaires*
3. *Labellisation du projet de territoire*

4. Implication du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de la Culture dans la proposition de supports pédagogiques et d'informations destinés aux acteurs d'un projet d'EAC

J - Loi - Renforcer le contrôle parental sur les moyens d'accès à Internet

1. Contrôle parental sur les appareils connectés : obligations des fabricants et des distributeurs
2. Protection des données des mineurs
3. Contrôle de la conformité des appareils

K - Plan Avenir Montagnes, les mesures en faveur du secteur de l'éducation

1. L'État mobilisé autour du patrimoine et de la vie économique des régions de montagne
2. Le plan Avenir Montagnes, une dynamique territoriale ouverte à l'éducation

L - Les orientations nationales d'inspection et de contrôle des établissements d'activités physiques et sportives (EAPS) et des accueils collectifs de mineurs (ACM)

Contexte

1. Actualisation du contrôle des ACM et EAPS 1^{er} septembre 2025
2. Des campagnes de contrôles ciblés et quantifiés sont également organisées dans le champ des EAPS et des ACM
3. Les modalités de restitution des données issues des évaluations et des contrôles

M - Un Pacte des solidarités 2023-2027

1. Un partenariat actif attendu entre l'État et les collectivités
2. Les quatre grandes orientations du Pacte des solidarités
3. Focus sur les réformes et les nouvelles actions rattachées aux différents axes, utiles à la direction d'un service enfance/jeunesse
4. Dans le cadre des contrats avec les départements et les métropoles

N - Renforcer l'accès des jeunes en situation de handicap au service civique

O - Convention citoyenne dédiée aux temps des enfants

P - Réforme du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ)

Q - Projet de loi de refondation de la politique de protection de l'enfance

1. Origine, contexte et objectifs du projet de loi
2. Les différents axes du projet de loi

R - Aide sociale à l'enfance : le décret réformant les pouponnières

S - Accord interministériel déploiement du label AVIP – Accueil du jeune enfant pour favoriser l'insertion professionnelle

1. Les orientations du déploiement du label AVIP
2. Le label AVIP ouvert aux assistants maternels

II • Conseils départementaux

Préambule

A - Les services de la protection maternelle et infantile (PMI)

1. Définition
2. Prestations offertes par les centres de PMI
3. Les principaux examens médicaux
4. Organisation

B - Les services de l'aide sociale à l'enfance (ASE)

1. Définition
2. Missions de l'aide sociale à l'enfance
3. Prestations de l'ASE
4. L'assistance éducative en milieu ouvert (AEMO)
5. L'accompagnement des majeurs âgés de moins de 21 ans et des mineurs émancipés ayant été confiés à l'ASE

C - Les fonctions des observatoires départementaux de la protection de l'enfance ODPE - état des lieux 2022 - rapport d'avril 2023

1. Le rôle des ODPE dans l'application de la politique de la protection de l'enfance
2. État des lieux 2022 ODPE

III • Les conseils régionaux

Préambule

A - L'accompagnement dans le cadre de l'enseignement secondaire

B - Faciliter l'orientation et l'insertion professionnelles

C - Promouvoir l'accès à la culture et au sport

D - Soutenir le milieu associatif

E - Les conseils régionaux de jeunes (CRJ)

Partie 1

Mise en place d'un service enfance et/ou jeunesse

I • Un projet pour la commune

Convergence éducative au niveau local

II • État des lieux

Préambule

A - Inventaire des biens

B - Inventaire des personnes et du tissu associatif

III • État des besoins

A - Une analyse « fine » de la composition de la population

B - Enquête

C - Projection sur l'avenir

D - Nature des besoins

IV • Les réalisations possibles

Dresser un état des lieux

V • Importance de l'évaluation : évaluer pour avancer

Déterminer des objectifs précis

VI • La direction d'un service enfance et/ou jeunesse

Préambule

A - La personne du directeur

B - « Contours » du poste

VII • Être responsable, diriger, « commander »

Préambule

A - Trois conceptions possibles du « commandement »

B - L'autorité

1. *Qu'est-ce que l'autorité ?*
2. *Plusieurs types d'autorité*

C - L'art de commander, l'art de diriger

D - Participation, délégation

E - Savoir commander, c'est aussi savoir organiser

F - Direction, les quatre piliers du commandement

Partie 2

Structures et fonctionnements

I • Établissements recevant du public (ERP)

A - Classement des ERP

1. *Le type d'établissement*
2. *Les catégories*

B - Visite des commissions de sécurité

C - Contraintes liées aux différents établissements

D - Défibrillateurs cardiaques externes

E - Surveillance de la qualité de l'air au 1^{er} janvier 2023

F - Diagnostic de performance énergétique

G - Registre public d'accessibilité

H - Fonds territorial d'accessibilité (FTA) des établissements recevant du public (ERP)

1. *Fonds territorial d'accessibilité (FTA)*
2. *Les dépenses éligibles*

II • Lieux multi-accueil

A - Définition

B - Activités

III • Délégation de service public (DSP), contrat de prestation de service ou convention d'objectifs

A - La notion de service public

B - Les marchés publics

1. *Le relèvement du seuil des petits marchés à 40 000 euros*
2. *La revalorisation du taux des avances versées aux PME titulaires de marchés publics conclus avec les acheteurs locaux et les établissements publics administratifs de l'État*
3. *Les seuils des marchés, les critères imposés par l'Union européenne au 1^{er} janvier 2024*

C - La délégation de service public (DSP)

D - Le contrat de prestation de service ou convention d'objectifs

E - Convention

F - Délit de favoritisme, prise illégale d'intérêt

IV • Bénévolat, responsabilité des organisateurs

A - Bénévoles : responsabilité et assurance

B - Manifestation organisée par un « service » de la commune

C - Les questions à se poser avant la mise en place d'activités

V • Participation des usagers

Préambule

A - L'assemblée générale des usagers

B - Le conseil de concertation

VI • Droit à l'image, fichiers de données personnelles

Préambule

A - Les règles

B - Les images de mineurs

C - La Commission nationale de l'informatique et des libertés

D - Newsletter

E - Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD)

F - Obligations des parents sur le droit à l'image de leur enfant mineur

VII • Manifestations : les réglementations à respecter

A - Manifestation avec musique

B - Manifestation avec buvette

1. Buvettes « classiques »

2. Fêtes et foires traditionnelles

C - Manifestation avec brocante, vide-greniers

D - Manifestation avec loto

E - Manifestation avec spectacle vivant

F - Manifestation avec lâcher de ballons

G - Manifestation avec feux d'artifice

1. Définition des spectacles pyrotechniques

2. Déclaration

3. Zone de tir

H - Manifestation avec fête foraine

I - Séances de cinéma organisées à titre payant

J - Structures gonflables

K - Surveillance et gardiennage dans le cadre de manifestations de plus de 1 500 personnes

VIII • Relations entre pouvoirs publics et associations

Préambule

A - Convention d'objectifs

1. Appel à projets de la collectivité

2. Projet de la collectivité confié à une association

B - Subventions

C - Agrément

IX • Dispositif prévisionnel de secours (DPS)

Présentation du dispositif

X • Activités sportives et/ou de loisirs

Préambule

A - Établissements d'activités physiques et sportives (EAPS)

B - Conditions générales de pratique

C - Équipements de protection individuelle pour la pratique sportive ou de loisirs (EPI-SL)

D - Enseignement, animation, encadrement des activités physiques et sportives

E - Fichier des éducateurs sportifs

F - À propos du certificat médical concernant les licences sportives

XI • Sécurité incendie des établissements recevant du public

A - Affichages obligatoires

B - Moyens de secours

C - Exercices d'évacuation

D - Dossier sécurité

XII • Établissements et manifestations accueillant du public

Préambule

A - Définition des établissements recevant du public (ERP)

B - Pouvoirs de police du maire et sécurité

- 1. Manifestations exceptionnelles ou utilisations occasionnelles de locaux*
- 2. Manifestations sous chapiteaux de type CTS (chapiteaux, tentes, structures) ou SG (structures gonflables)*
- 3. Expositions, foires, salons temporaires à vocation commerciale (type T)*
- 4. Aires de jeux*
- 5. Structures fixes ou amovibles*
- 6. Grands rassemblements*
- 7. Lieux d'activités aquatiques*
- 8. Les courses automobiles et de karting*
- 9. Feux d'artifice et spectacles pyrotechniques*

Partie 3

Les services propres à la petite enfance

I • Les établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans

A - Définitions

B - Direction

C - Autres personnels

D - Autorisation préalable

E - Aménagement des locaux

F - Sécurité incendie

1. *Affichages obligatoires*
2. *Moyens de secours*
3. *Exercice d'évacuation*
4. *Dossier sécurité*

G - Récapitulatif des différentes formes d'accueil

H - Aides pour frais de garde : modalités propres au chèque emploi service universel (CESU)

**I - Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE),
complément de libre choix d'activité (CLCA)**

II • Éléments pratiques en vue de la création d'une structure petite enfance

A - Enquête sur les besoins

B - Gestion de la structure et organisation

C - Recommandations en matière d'organisation

D - Projet et règlement de fonctionnement

E - La préparation d'un budget

F - Les registres et documents à prévoir

G - Financement, tarifs pratiqués

H - Inscription des enfants

III • Les crèches

A - Définitions

1. *Crèche collective*
2. *Crèche parentale*
3. *Crèche familiale, crèche à domicile, service d'accueil familial*
4. *Mini-crèche et micro-crèche*
5. *Crèche à vocation d'insertion professionnelle (AVIP)*

B - Qualification du personnel

IV • Halte-garderie

A - Définition

B - Qualification du personnel

V • Jardin d'enfants

A - Définition

B - Qualification du personnel

VI • Assistant(e)s maternel(le)s, relais assistants maternels (RAM), regroupements et maisons d'assistants maternels (MAM)

A - Définitions

B - Les relais assistants maternels

C - Regroupements d'assistants maternels, Maisons d'assistants maternels (MAM)

1. Locaux

2. Constitution du dossier en vue de la signature d'une convention

VII • Ludothèque

A - Définition

B - Encadrement

C - Charte de qualité des ludothèques françaises

VIII • Jardin d'éveil

A - Définition

B - Locaux et fonctionnement

C - Encadrement, direction

D - Financement

IX • La sécurité des jouets

Préambule

A - Le marquage CE

B - La marque « NF Petite enfance »

C - La mention « ne convient pas aux enfants de moins de 36 mois »

D - Les normes de la série EN 71

X • Repas servis dans les structures collectives « petite enfance »

Préambule

A - Déclaration et rappel des règles générales à respecter

B - Repas, aspects nutritionnels concernant les nourrissons et les jeunes enfants

1. Évolution de l'alimentation

2. Structure des repas

XI • Des « maisons des 1 000 premiers jours » - Le ministère des Solidarités et de la Santé renforce sa politique en faveur des familles et de la petite enfance

Préambule

A - Soutien à une dynamique autour du développement de l'entretien prénatal précoce (EPP)

B - Harmoniser la fonction parentale et favoriser la qualité de l'accueil du jeune enfant

C - Diffusion des connaissances sur les 1 000 premiers jours et sensibilisation des parents et professionnels aux enjeux de cette période

D - Des appels à projets pour consolider la dynamique territoriale partenariale

E - Les « maisons des 1 000 premiers jours »

1. Présentation

2. Les financements possibles des maisons des 1 000 premiers jours

Partie 4

Les activités en direction des enfants et des adolescents

I • Les accueils collectifs de mineurs (ACM)

A - Définitions

1. Les accueils avec hébergement
2. Les accueils sans hébergement
3. Les accueils de scoutisme

B - Projet éducatif

C - Déclaration à effectuer

D - Direction

E - Encadrement

F - Santé

G - Activités en autonomie, accueils de jeunes

H - Accueil d'enfants atteints de troubles de la santé ou de handicaps

I - Normes d'encadrement et prérogatives des titulaires du Bafa

J - Contrôles

K - Sécurité incendie

1. Affichages obligatoires
2. Moyens de secours
3. Exercice d'évacuation
4. Dossier sécurité

L - 25 mesures « Pour un renouveau de l'animation en accueils collectifs de mineurs (ACM) »

1. Présentation synthétique du plan
2. Plan d'action
3. Les réalisations du comité filière animation mai 2023
4. Orientation 2024 pour les ACM et l'intercommunalité par le comité filière animation
5. Relance du programme du comité filière animation
6. Avis du comité de filière « Animation – Pour une clarification et une rénovation des parcours de direction en accueil collectif de mineurs (ACM) » en date du 10 juillet 2025
7. Avis du comité de filière « Animation » sur l'évolution du baccalauréat professionnel « Animation – Enfance et Personnes âgées (AEPA) »

M - Gestion des événements graves en accueil collectif de mineurs (ACM)

1. Événements graves : définition et comportement à adopter
2. Déclaration particulière auprès des services de la protection de l'enfance, la cellule de recueil des informations préoccupantes (Crip)
3. Le cadre législatif du signalement d'information préoccupante

N - Évolution de la réglementation des accueils collectifs de mineurs (ACM) applicable en 2025

II • Les activités physiques et sportives dans le cadre des accueils de vacances ou de loisirs

A - Encadrement des activités physiques et sportives

1. Test de capacité pour les activités nautiques
2. Points importants et/ou nouveaux mentionnés dans l'arrêté du 25 avril et la circulaire du 30 mai 2012

B - Responsabilité des organisateurs

C - Évolution des activités en pleine nature par la connaissance de son environnement

1. *Réglementation des activités physiques et sportives des ACM et préservation de l'environnement*
2. *Savoir partager la montagne et la préserver*

III • Centre de loisirs sans hébergement, mini-camps, animations de proximité, accueils et activités périscolaires, pause méridienne, utilisation du chèque emploi service universel (CESU)

A - Définition

B - Centres de loisirs sans hébergement (CLSH)

1. *Classement selon les périodes de fonctionnement*
2. *Classement selon le lieu de fonctionnement*
3. *Classement selon les activités proposées*

C - Les mini-camps et/ou mini-séjours

D - Animations de proximité

E - Accueils et activités périscolaires

F - Pause méridienne

G - Utilisation du chèque emploi service universel

IV • Éléments pratiques en vue de la création d'un centre de loisirs

A - Enquête sur les besoins

B - Cadre général

C - Un projet bien construit

D - Exemples de quelques accueils particuliers

1. *Cadre particulier de l'accueil de préadolescents et adolescents*
2. *Soutien scolaire, aide aux devoirs*
3. *Animations intergénérationnelles*

E - Déclaration

F - Transport

G - Les contacts à prendre

1. *La direction départementale de la Jeunesse et des Sports (DDJS) et éventuellement le service de protection maternelle et infantile (PMI)*
2. *La caisse d'allocations familiales*
3. *L'Urssaf*
4. *La direction des services vétérinaires du département*
5. *L'assureur*

H - Les documents à préparer

I - Les registres et documents à prévoir

J - La préparation d'un budget

K - Exemples de fonctionnement et de tarifs pratiqués

L - Inscription des enfants

V • Accueils avec hébergement, centre de vacances, camp sous tente, camp itinérant, accueils en refuges de montagne

A - Conditions d'accueil

B - Camp sous tente

- C - Camp itinérant
- D - Refuges de montagne

VI • Stages sportifs

- A - Définitions
- B - Stages à la journée
- C - Stages se déroulant sur plusieurs jours, avec hébergement
 - 1. Hébergement collectif « classique »
 - 2. Cas particulier de l'accueil en refuge de montagne
- D - Encadrement
- E - Activités sportives

VII • Activités à caractère culturel, activités autour d'une fête, mobilisation autour d'un grand projet

- A - Activités à caractère culturel
- B - Activités autour d'une fête
- C - Autour d'un grand projet
- D - La réglementation des buvettes

VIII • Projet d'activité exceptionnelle

- A - Élaboration d'un projet commun
- B - Quelques idées de projet
 - 1. Sur place, dans la commune ou à proximité immédiate
 - 2. À l'extérieur

IX • Activités en tous genres

- A - « L'outil en main »
- B - Carrioles et caisses à savon

X • Scoutisme

- Préambule
- A - Définition
- B - Agrément scoutisme
- C - Direction
- D - Animation
- E - Conditions particulières d'encadrement
- F - Activités

XI • Ressources pédagogiques

- A - Outils pédagogiques de prévention à destination des professionnels de l'éducation, des ACM et des accueils jeunes
 - 1. Associations ou fondations habilitées
 - 2. Institutions publiques

B - Des projets et des kits pédagogiques engagés pour le développement durable

1. Défi Ecosystem : les enfants au défi du recyclage dans le monde !
2. Avec France Nature Environnement, « programme d'éducation à l'environnement » autour de l'eau
- des kits pédagogiques par secteur géographique
3. Avec « Vigie-Nature École », un programme de sciences participatives pour suivre la biodiversité

C - Des projets et kits pédagogiques engagés pour une sensibilisation aux inégalités et au développement d'une société solidaire

1. Avec ATD Quart-Monde, un kit pédagogique pour « sensibiliser les enfants à la journée mondiale du refus de la misère » et envisager une société plus juste !
2. Avec l'Observatoire des inégalités, une formation et un kit de sensibilisation aux inégalités et aux discriminations « Informer sans enfermer »
3. Avec L'UNICEF - Les droits des enfants : du kit pédagogique au concept éducatif
4. Prix Unicef de littérature jeunesse

D - Sanctionner sans punir – Ressources pour les équipes éducatives

E - Charte et outils pour gérer les violences sexistes et sexuelles en ACM

1. Contexte
2. Guides pédagogiques et outils pour gérer les actes de violences sexistes et sexuelles en ACM

F - Concours BD ouvert aux 15-25 ans « Je dessine mon Europe verte »

Partie 5

Les installations et activités extérieures

Introduction : le vocabulaire du sport

I • Terrain pour l'aventure, plaine de jeux, terrains multiactivités

A - Définitions

B - Fonctionnement

C - Terrains multiactivités

II • Parcours acrobatique en hauteur, parcours acrobatique en forêt, parcours aventure

Préambule

A - Définitions

B - Les installations et les conditions de pratique

C - Conditions de pratique des parcours acrobatiques autonomes

D - Conditions de pratique de l'accrobranche

III • Escalade, structures artificielles d'escalade (SAE)

A - Quelques définitions

B - Encadrement

C - Les espaces escalade

D - Pratique de l'escalade dans le cadre d'un centre de vacances ou de loisirs

1. En deçà du premier relais
2. Au-delà du premier relais

IV • Aires collectives de jeux

A - Définition

B - Emplacement et aménagement

1. *Choix du site*
2. *Aménagement*
3. *Sol*

C - Exigences de sécurité

D - Les dispositions techniques applicables

1. *Dispositions communes*
2. *Dispositions spécifiques*

E - Maintenance

1. *Les contrôles simples (essentiellement visuels)*
2. *Les contrôles intermédiaires*
3. *Les contrôles approfondis*

V • Tir à l'arc

A - Un loisir accessible à tous

B - Conditions de pratique

C - Aire de tir

D - Matériel

E - Enseignement du tir à l'arc

F - Le tir à l'arc dans le cadre d'un centre de vacances ou d'un centre de loisirs

G - Matériel d'initiation sous forme de « kit »

VI • Parcours santé

A - Définition

B - Implantation et public

C - Les différents espaces du parcours

1. *Point accueil*
2. *Parcours*

D - Sécurité

VII • Base de plein air et de loisirs

A - Définition

B - Les différents types de bases de plein air et de loisirs

1. *Les bases urbaines*
2. *Les bases périurbaines*
3. *Les bases rurales*
4. *Les bases de nature*

C - Encadrement

VIII • Char à voile, glisses aérotractées

A - Définitions

B - Rollers et skate-board tractés par cerf-volant

C - Conditions de pratique

IX • « Parc de glisse », *skatepark, roller-park*

- A - Quelques règles pour la création d'un *skatepark***
- B - Conditions de pratique**
- C - Enseignement, animation**

X • Golf

- A - Un sport qui se pratique à tout âge**
- B - Terrains, conditions de pratique**
- C - Matériel, équipement**
- D - Matériel d'initiation sous forme de « kit »**
- E - Le disc-golf**

XI • Les manifestations organisées sur la voie publique

Préambule

- A - Les manifestations qui ne nécessitent pas de formalités particulières**
- B - Les manifestations pour lesquelles une déclaration préalable est nécessaire**
- C - Les manifestations qui nécessitent une autorisation**
- D - Les règles à respecter, en fonction du type de manifestation**

XII • Activités autour de l'eau

Préambule

A - Dispositions générales concernant baignade et navigation

B - Baignade

C - Les activités nautiques

1. Voile
2. Planche à voile
3. Kayak et canoë-kayak
4. Aviron
5. Surf

D - Navigation sur les eaux intérieures

E - Les sports d'eau vive

F - Plongée subaquatique

1. Conditions de pratique
2. Les espaces d'évolution
3. Diplômes

G - Activités nautiques en accueils collectifs de mineurs

XIII • Déplacements et activités avec engins motorisés

Préambule

A - Définitions concernant les engins

1. Cyclomoteur
2. Motocyclette
3. Motocyclette légère
4. Quadricycle léger à moteur

B - Définitions concernant les lieux et les conditions de pratique

1. *Circuit*
2. *Terrain*
3. *Parcours*
4. *Parcours de liaison*

C - Conduite

1. *Permis de conduire*
2. *Attestations de sécurité routière*
3. *Conditions particulières*

D - Les déplacements et activités réalisés dans le cadre d'accueils de mineurs

1. *Activités de balade ou randonnée sur des voies ouvertes à la circulation*
2. *Autres activités de motocyclisme*
3. *Cas particulier des activités encadrées par certains fonctionnaires dans l'exercice d'une mission éducative*
4. *Quad*
5. *Karting*

XIV • Activités de neige

A - Domaine skiable

B - Remontées mécaniques

C - Pratique du ski et activités assimilées dans le cadre d'un accueil collectif de mineurs

D - Pratique de la raquette à neige dans le cadre d'un accueil collectif de mineurs

1. *Promenade en raquettes*
2. *Randonnée en raquettes*

E - Autres activités de neige

1. *Luge*
2. *Traîneau à chiens*
3. *Ski-joëring (ski-joëring ou ski-jöring)*
4. *Motoneige ou scooter des neiges*
5. *Snowscoot*
6. *Vélo sur neige*
7. *Cascade de glace*
8. *Snowkite*

F - Secours

XV • Parcours et/ou course d'orientation

Préambule

A - Principe

B - Le matériel

C - Les parcours

D - La préparation

E - Différentes formes de parcours

XVI • Paintball, laser game

Des disciplines particulières

XVII • Activités équestres

Préambule

A - Apprentissage de l'équitation

B - Promenade équestre en extérieur

C - Randonnée équestre montée ou attelée

D - Autres activités

1. *Les camps en roulottes*
2. *Les randonnées avec un ou plusieurs ânes*
3. *Le polo*
4. *Le horse-ball*

XVIII • Vélo, VTC, VTT, BMX

A - Déplacements sur route

B - VTT

1. *Activité de randonnée à VTT sur terrain peu ou pas accidenté*
2. *Activité de VTT sur tous types de terrain*
3. *Conditions de pratique*

C - Pratique du BMX

XIX • Drones de loisir, aéromodèles

Préambule

A - Définitions

B - Pilotage d'un drone

XX • Padel

Préambule

A - Terrain

B - La balle, la raquette

C - Le jeu

Partie 6

Les partenaires possibles

TOME 2

I • École : sorties scolaires, classes transplantées, activités physiques et sportives

A - Les sorties scolaires

1. *Les différents types de sortie*
2. *Encadrement*
3. *Activités physiques et sportives*
4. *Parcours d'éducation artistique et culturelle*

B - Classes transplantées

II • Associations, clubs, écoles municipales

- A - Des activités diverses proposées**
- B - Écoles municipales**
- C - Fonctionnement des associations, politique municipale**
- D - Agrément « jeunesse et éducation populaire »**

III • Contrat éducatif local (CEL)

- A - Définition du contrat éducatif local**
- B - Public visé**
- C - Aménagements des différents temps**
- D - Les activités**
- E - Cahier des charges/Projet de contrat éducatif local**
 - 1. Mise en place du CEL*
 - 2. Accueil*
 - 3. Rôle éducatif*
 - 4. Organisation*
 - 5. Encadrement*
 - 6. Évaluation*

IV • Caisses d'allocations familiales : contrats enfance, prestations de service, contrat temps libres, contrat enfance et jeunesse, prêts et subventions, parentalité

- A - Les aides des caisses d'allocations familiales**
 - 1. Les modalités de gestion du bonus attractivité pour les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE)*
 - 2. Évolution et priorités du Fonds « publics et territoires » (Fpt) pour la période 2024-2027*
 - 3. Révision du référentiel national de financement partenarial des services de médiation familiale*
 - 4. Bonus « trajectoire de développement » - Un complément du bonus « territoire CTG » convention territoriale globale*
 - 5. L'accès au pécule d'ARS des enfants placés*
 - 6. Diffusion du référentiel national de la qualité d'accueil du jeune enfant*
- B - Les contrats enfance**
- C - Contrat temps libres soumis aux modalités des conventions territoriales globales (CTG)**
- D - Prestation de service (PSU) « Petite enfance » - Barème 2026**
- E - Prestation de service ordinaire « Accueils de loisirs - Animation enfance jeunesse » - Barème 2026**
- F - La fin du contrat enfance jeunesse et son remplacement par les modalités de financement des conventions territoriales globales (Ctg)**
 - 1. Le contrat enfance jeunesse*
 - 2. Les conventions territoriales globales et les nouvelles modalités de financement*
- G - Prêts et subventions**
- H - Fonds d'accompagnement**
- I - Communication avec la caisse d'allocations familiales**
- J - Point supprimé - cf. point W**

K - Actualisation du bonus « inclusion handicap », octobre 2020

1. Révision des critères caractérisant la situation de handicap de l'enfant
2. Renforcement de la coordination entre les acteurs de territoire
3. Critères d'éligibilité et modalités de calcul du bonus « inclusion handicap »
4. Modalités de gestion et de versement du bonus « inclusion handicap »

L - Fonds de modernisation des établissements de jeunes enfants

1. Les promoteurs éligibles
2. Les équipements éligibles
3. Les travaux de modernisation concernés

M - La création de la prestation de service « jeunes » (Ps jeunes)

1. Les objectifs de la Ps jeunes
2. Un accompagnement des structures par la CAF pour le déploiement de la Ps jeunes

N - Précisions relatives à l'application des prestations de service par année civile

1. Précisions relatives aux prestations de service 2024
2. Précisions relatives aux prestations de services 2026

O - L'évolution du Fonds national parentalité (Fnp)

1. Composition du Fonds national parentalité (Fnp)
2. Référentiel national de financement par les CAF (volet 1)
3. Fonds national parentalité applicable au 1^{er} janvier 2025

P - Nouveau référentiel « Espace de rencontre » et prestation de service (PS)

1. Les modalités d'attribution de la PS « Espace de rencontre »
2. Les modalités de calcul de la PS « espace de rencontre »

Q - Plan d'investissement pour l'accueil du jeune enfant (Piaje) ouvert aux maisons d'assistants maternels (MAM)

1. Entrée en vigueur du plan d'investissement pour l'accueil des jeunes enfants (Piaje)
2. Les conditions d'éligibilité
3. Critères d'appréciation des projets
4. Modalités de financement
5. Les modalités de gestion du Piaje

R - Soutien aux ACM – « Plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences liées aux bandes et groupes informels »

1. Les principes du soutien aux ALSH/ACM sur horaires étendus
2. Les modalités de financement et de suivi

S - Prestation de service « Vacances » –

Évolution des modalités de mise en œuvre et de financement

1. VACAF au service des Caf et des structures de vacances labellisées
2. Le Pass colo, une mesure pour l'été 2024

T - Relais petite enfance – « Référentiel national et modalités d'accompagnement par les Caf »

1. Les principales évolutions du référentiel
2. Soutien technique et financier
3. L'implantation territoriale
4. Le projet de fonctionnement et sa validation
5. Bonus financiers conditionnés
6. La mise en réseau et la coordination des RPE par la Caf, une coopération autour d'un projet commun
7. Mise à disposition de sites internet par la Caf aux RPE

U - Perspectives de la convention d'objectifs et de gestion (COG) 2023-2027

V - Aide à l'accueil d'enfants de familles déplacées d'Ukraine dans les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE)

- 1. Les principes de l'accueil*
- 2. Principe et mise en œuvre de la gratuité*
- 3. Rappel de la procédure pour accueillir les enfants déplacés d'Ukraine*

W - COG 2023-2027 « S'engager ensemble »

- 1. Tableaux des enjeux principaux et des ambitions majeures de la COG 2023-2027*
- 2. L'accueil du jeune enfant, une priorité de la COG 2023-2027*
- 3. Expérimentation pour de nouveaux modèles de socialisation en lieux d'accueil enfants-parents (LAEP)*

X - Actualisation 2025 de la Prestation de service PAEJ

- 1. Rappel du contexte et des objectifs des points d'accueil et d'écoute jeunes (PAEJ) créés en 1996*
- 2. Modalités de financement de la prestation de service PAEJ*
- 3. Cadre du conventionnement et de l'agrément accordé par la Caf*

Y - Mise en place d'indicateurs communs aux schémas départementaux des services aux familles (SDSF) au 1^{er} janvier 2025

Z - Les aides à l'investissement 2026 aux structures petite enfance et jeunesse

- 1- Les aides à l'investissement pour les structures petite enfance*
- 2. Les aides à l'investissement pour les structures jeunesse*

V • Associations : points particuliers

A - Subventions, contrôle

B - Mises à disposition, contributions en nature

C - Répertoire Sirene, numéro Siret, Code NAF

D - Bénévolat

E - Valorisation du bénévolat

F - Activités, impôts

G - Revenus patrimoniaux des associations

H - Conservation des archives

- 1. Documents de base*
- 2. Autres documents*

I - Seuils pour une présentation simplifiée des comptes

J - Loi de 1901 : âge abaissé pour la constitution d'une association

VI • École : centre de loisirs associé à l'école (CLAE), école ouverte, accompagnement à la scolarité, accompagnement éducatif

A - Centre de loisirs associé à l'école

B - École ouverte

C - Accompagnement à la scolarité, rentrée 2021

- 1. Principes généraux de l'accompagnement à la scolarité*
- 2. Soutien de la branche Famille aux contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS) applicable à la rentrée scolaire 2021*

D - Accompagnement éducatif

- 1. Dispositifs encadrés par les enseignants*
- 2. Dispositif Sport-Santé-Culture-Civisme (2S2C)*

E - Articulation des dispositifs d'accompagnement

VII • École : service minimum d'accueil (SMA)

Préambule

A - Encadrement

B - Responsabilité

C - Organisation confiée à un tiers

D - Compensation financière

E - Divers

VIII • École : conseil municipal des jeunes, conseil municipal des enfants

Préambule

A - Élections

B - Fonctionnement

C - Écharpes d'or

IX • École, activités périscolaires et extrascolaires, projet éducatif territorial (PEDT)

Préambule

A - Avant-projet et projet

B - Définition des temps périscolaires et extrascolaires

C - Articulation du PEDT avec les éventuels dispositifs existants

D - Encadrement des activités

E - La nouvelle donne à partir de la rentrée scolaire 2020 liée à la Covid-19

F - Point d'étape sur les nouveaux rythmes scolaires (juin 2015)

G - Nouvelle réforme des rythmes scolaires

H - Financement de la pause méridienne ALSH périscolaire

X • École, cantines scolaires

Préambule

A - Surveillance

B - Qualité des repas

C - Les régimes alimentaires particuliers

1. Projet d'accueil individualisé

2. Régimes confessionnels

XI • Les centres information jeunesse

Préambule

A - Le rôle des centres information jeunesse

B - L'organisation d'activités

XII • Espace public numérique (EPN)

Préambule

A - Que trouve-t-on dans un EPN ?

B - Adhésion et labellisation

XIII • Les centres sociaux et socioculturels

Préambule

A - Définition des centres sociaux

B - Histoire des centres sociaux

C - Fonctionnement

D - Direction, encadrement

E - Directives de la Caisse d'allocations familiales

XIV • École : utilisation des locaux scolaires

L'établissement d'une convention

XV • École : conseil d'école, associations de parents d'élèves, vie scolaire

Préambule

A - Le conseil d'école

B - Associations de parents d'élèves

C - Caisse des écoles

D - Sou des écoles

E - Coopérative scolaire

XVI • Enfants placés, maisons d'enfants à caractère social (MECS), protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)

Préambule

A - Assistant(e) familial(e)

B - Maisons d'enfants à caractère social (MECS)

C - Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)

Partie 7

Les activités hors les murs de la commune

I • Jumelage de communes

A - Définition

B - Un peu d'histoire

C - Les aides possibles

D - Le fonctionnement d'un comité de jumelage

E - Les rencontres

II • Chantiers de jeunes

A - Définition

B - Les différentes formes de chantiers

III • Séjours de jeunes à l'étranger, séjours linguistiques

Préambule

A - Le cadre des séjours

B - Déclaration des séjours

C - Encadrement

D - Santé

E - Activités physiques et sportives

F - Séjours linguistiques

G - Déplacements en Europe

IV • Accueil de mineurs dans les familles, « placement de vacances »

A - Définition

B - Conditions de l'accueil

V • Vélo-rail, rando-rail, cyclo-rail, cyclo-draisine

A - Une activité à la fois ludique et sportive

B - Lieux de pratique possibles

Partie 8

Le personnel : qualifications, règles particulières en matière d'emploi

I • Volontariat associatif, engagement éducatif, personnel pédagogique occasionnel

Préambule

A - Contrat de volontariat associatif

B - Engagement éducatif : personnel pédagogique occasionnel des accueils collectifs de mineurs

II • Emploi de personnel : règles particulières propres à certaines catégories de personnes

A - Personnel pédagogique encadrant occasionnellement des « accueils de mineurs » : bases forfaitaires de Sécurité sociale

B - Assiette forfaitaire des intervenants sportifs

C - Avantages en nature

D - Emploi de mineurs

E - Exonération d'impôt (à hauteur de trois SMIC) pour les jeunes âgés de moins de 25 ans

F - Stages « étudiants »

G - Contrat d'insertion dans la vie civile (CIVIS)

H - Stages des élèves de l'enseignement secondaire en milieu professionnel dans la fonction publique

I - Assiette forfaitaire des formateurs occasionnels

J - Règles générales concernant le cumul emploi-retraite

K- Dérogations aux conditions de diplômes dans les modes d'accueil du jeune enfant (AJE)

1. *Professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant*
2. *Demande de dérogation*
3. *Instance de décision*
4. *Parcours d'intégration de candidats français et étrangers*
5. *Attribution de poste en fonction des années d'expérience professionnelle auprès de jeunes enfants*
6. *Attribution des fonctions d'animateur de groupe d'analyse de la pratique*

III • Les principaux diplômes dans le secteur de la jeunesse et des sports

Préambule

A - Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS)

B - Brevet d'État d'animateur technicien dans les domaines de la jeunesse et de l'éducation populaire (BEATEP)

C - Brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien de la Jeunesse et des Sports (BAPAAT)

D - Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation (DEFA)

E - Diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, délivré par le ministère de la Jeunesse et des Sports (DEJEPS)

F - Diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (DESJEPS)

G - Brevet d'État d'éducateur sportif (BEES)

H - Diplôme d'État de directeur de projet d'animation et de développement (DEDPAD)

I - Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa), Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

J - Mention complémentaire « Animation-gestion de projets dans le secteur sportif »

K - Certificat professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (CPJEPS)

L - Tableau récapitulatif des diplômes professionnels délivrés par le ministère de la Jeunesse et des Sports

M - Mobilité des animateurs entre la France et la Belgique grâce à une reconnaissance réciproque des brevets d'animation

IV • Secourisme : premiers secours, surveillance et sécurité des baignades

A - Secourisme

1. *Formation aux premiers secours*
2. *Secours en équipe*
3. *« Gestes qui sauvent »*

B - Surveillance et sécurité des baignades

1. *Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA)*
2. *Brevet de surveillant de baignade (BSB)*
3. *Qualification Bafa « surveillance des baignades »*
4. *Évolution des compétences du BNSSA*

V • Intervenants auprès des enfants : autres diplômes, qualifications

Préambule

A - Réforme du diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants (EJE)

B - Auxiliaire de puériculture

C - Assistant(e) maternel(le)

D - Diplôme d'État d'assistant familial (DEAF)

E - Diplôme d'État d'auxiliaire de vie sociale (DEAVS)

F - Titre professionnel d'assistant de vie aux familles (ADVF)

G - Réforme du diplôme d'État de technicien de l'intervention sociale et familiale (DETISF)

H - Diplôme d'État de moniteur éducateur (DEME)

I - Diplôme d'État d'aide médico-psychologique (DEAMP)

J - Réforme du diplôme d'État d'éducateur spécialisé (DEES) et du diplôme d'État d'éducateur technique spécialisé (DEETS)

1. Réforme du diplôme d'État d'éducateur spécialisé (DEES)

2. Réforme du diplôme d'État d'éducateur technique spécialisé (DEETS)

K - Certificat de qualification professionnelle (CQP) « animateur périscolaire »

L - Diplôme universitaire de musicien intervenant (DUMI)

M - Diplôme d'animateur de section de jeune sapeur-pompier

N - Diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social (DEAES)

O - CAP assistant technique en milieux familial et collectif

P - Baccalauréat professionnel « Animation - Enfance et Personnes âgées » (AEPA)

1. Synthèse du contenu du baccalauréat professionnel « Animation - Enfance et Personnes âgées »

2. Cadre réglementaire

Q - Titre professionnel d'intervenant éducatif petite enfance

VI • Chèque emploi associatif (CEA)

A - Cadre d'utilisation du chèque emploi associatif

B - Fonctionnement du chèque emploi associatif

C - Les tâches effectuées par le Centre national du chèque emploi associatif

VII • Emploi de personnel, règles particulières concernant les employeurs

A - Taux accident du travail

B - Couverture des accidents du travail pour les bénévoles

1. Organismes à objet social

2. Organismes d'intérêt général

C - Taxe sur les salaires

D - Fonctionnaires : cumul d'activités possible

E - Mise à disposition de salariés, groupement d'employeurs

F - Chèques-repas des bénévoles

G - Clause de dédit-formation

H - Bons d'achat et cadeaux

I - Contrat à durée déterminée dit « d'usage »

J - Emplacement de restauration sur le lieu de travail

VIII • Formation des bénévoles, acquis de l'expérience

Préambule

A - Formation des responsables associatifs

B - Validation des acquis de l'expérience (VAE)

C - Financements

1. *Subventionnement possible du CDVA*
2. *Financement dans le cadre de la formation professionnelle continue*

IX • Fonctionnaires territoriaux, agents de la fonction publique territoriale, personnels de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports, de l'éducation populaire, de la vie associative et de la direction des sports

A - Secteurs animation, sport, social, enseignement artistique

B - Catégorie B des filières animation et sport

1. *Filière animation*
2. *Filière sportive*

C - Le plan national de formation de l'Éducation nationale intègre l'offre de formation des personnels de la jeunesse et des sports, de l'éducation populaire, de la vie associative et de la direction des sports

X • Expression religieuse et laïcité

A - Principe de laïcité affirmé

1. *Obligation de neutralité des agents publics*
2. *Port du voile dans les entreprises du secteur privé*
3. *Projet de loi confortant les principes républicains – Renforcement des principes de laïcité dans les services publics – Conseil des ministres du 9 décembre 2020 – en cours d'examen pour une application attendue en 2021*

B - Interdiction des signes religieux ostentatoires dans les structures d'accueil chargées d'une mission de service public

C - Établissements scolaires

1. *Le principe de laïcité dans les établissements scolaires*
2. *Vade-mecum – « La laïcité à l'école » – octobre 2020 assorti du cahier des charges « Équipes académiques – Laïcité et fait religieux »*

D - Repas

E - Accueils collectifs de mineurs et pratiques religieuses

1. *Obligation en matière de sécurité et restriction de la liberté religieuse : un cadre à préciser*
2. *Vade-mecum laïcité pour les ACM à caractère éducatif, 9 décembre 2020*

F - Pratiques religieuses des mineurs

G - Des conférences « République, école, laïcité » au certificat de compétence « Action publique et gestion de la laïcité en société »

1. *Cycle de conférences « République, école, laïcité »*
2. *Création d'un certificat de compétence « Action publique et gestion de la laïcité en société » par le Cnam*

H - Évolution des pédagogies et outils pédagogiques

1. *Réflexion sur les apprentissages à l'éducation selon Philippe Meirieu – Unesco 2020*
2. *Outils pédagogiques de référence pour une éducation à la laïcité en France*

XI • Conventions collectives

Préambule

A - La convention collective nationale de l'animation

1. *Champ d'application*
2. *Présentation*
3. *Classification*

B - La convention collective nationale des acteurs du lien social et familial : centres sociaux et socioculturels, associations d'accueil de jeunes enfants, associations de développement social local

1. *Champ d'application*
2. *Présentation*
3. *Classification*

XII • Le responsable de la cuisine collective d'un établissement accueillant des mineurs

Préambule

A - Diplômes existants

1. *Diplômes reconnus par l'Éducation nationale*
2. *Diplômes de la branche professionnelle*

B - Les attributions du responsable de la cuisine

C - Rappel des impératifs à respecter

XIII • Intervenants dans le cadre des écoles, qualifications petite enfance

Préambule

A - CAP petite enfance

1. *Objectifs de la formation*
2. *Modalités*

B - Spécialité « accompagnant éducatif petite enfance »

1. *Formation*
2. *Unités professionnelles*
3. *Dispenses d'épreuves du CAP Accompagnant éducatif petite enfance (AEPE)*

C - Lieux de pratique

D - Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles

XIV • Réformes des diplômes et des certifications professionnelles

A - Réformes du Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport « BPJEPS » et du Certificat professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport « CPJEPS » applicable au 1^{er} janvier 2025

1. *Les changements à retenir pour les BPJEPS*
2. *Certifications et diplômes à compter du 1^{er} janvier 2025*

B - à venir dans le cadre de votre abonnement aux mises à jour

I • Transport de mineurs par la route

Préambule

A - Définition du transport en commun

B - Les règles du transport en commun d'enfants

C - Contrat de transport

D - Cadre des centres de vacances et de loisirs

- 1. Transport par autocar*
- 2. Transport en minibus*
- 3. Utilisation de voitures particulières*

E - Cadre des sorties scolaires

F - Ramassage scolaire

G - Autres cas

H - Covoiturage

II • Restauration collective dans les établissements à caractère social, transport d'aliments, camps, pique-niques, goûters

A - Déclaration

B - Nombreux impératifs à respecter

C - Les repas

- 1. Fonctionnement et règles*
- 2. Régimes alimentaires particuliers*
- 3. Le transport des repas*
- 4. Camps sous tente : préparation des repas et hygiène*
- 5. Préparations « maison »*

D - Glossaire

E - Contrôles en matière de sécurité sanitaire des aliments

III • Reconnaissance du bénévolat : distinctions

Préambule

A - Médaille de la jeunesse et des sports

B - Médaille d'honneur de la santé et des affaires sociales

C - Médaille d'honneur du bénévolat

IV • Confection de repas lors de camps sous tente

Préambule

A - Conditions d'installation pour la confection des repas

B - Transport et entreposage des denrées alimentaires

C - Préparation des repas

D - Sensibilisation des personnes qui concourent à la préparation des repas

E - Conseils en matière de pique-niques

F - Contrôles

V • Accidents : typologie des manquements, jurisprudences

A - Obligation de sécurité de résultat

B - Fautes du fait de l'encadrement

1. Défaut de surveillance
2. Défaut de surveillance, défaut d'organisation
3. Défaut de surveillance, sécurité de moyens non assurée
4. Manquement à l'obligation de surveillance concernant un enfant ne participant pas à une activité
5. Encadrement non qualifié, obligation de sécurité non respectée
6. Crèche : défaut de surveillance, dissimulation à propos de la nature d'une chute

C - Fautes dans la préparation et/ou l'organisation de l'activité, défaut d'appréciation des risques

1. Organisation défectueuse lors d'un déplacement à pied
2. Absence de repérage avant une activité sportive
3. Faute d'organisation, défaut de surveillance
4. Matériel et conditions inadaptés, encadrement insuffisamment qualifié

D - Accident en l'absence de faute

1. Opérations habituelles d'un club hippique ne nécessitant pas de précautions particulières
2. Limite à l'obligation de surveillance
3. Accident pendant le transport sur le lieu de plongée
4. Chute d'un enfant lors d'une promenade dans le cadre d'une « location d'équidés » : la surveillance incombe aux accompagnateurs

VI • Restauration : information concernant les « allergènes »

Préambule

A - Cadre général, information des consommateurs

B - Liste des substances ou produits provoquant des allergies ou intolérances

C - Cadre de la restauration collective

VII • Accident grave

Préambule

A - Que doit-on considérer comme accident grave ?

B - Les procédures

1. Information de l'organisateur
2. Déclaration auprès de l'autorité de tutelle
3. Déclaration auprès de la caisse primaire d'assurance-maladie
4. Déclaration auprès de l'assureur de l'organisateur

VIII • Matériel : casques de protection

Préambule

A - Réglementation

B - Les normes Afnor selon les catégories de casques

IX • Inspection en hygiène alimentaire concernant la restauration collective

Préambule

A - Contenu du classeur « procédures »

B - Les aspects de l'inspection

1. *Les locaux*
2. *Les équipements*
3. *Le personnel*
4. *Les matières*
5. *Le fonctionnement*

Partie 10

Dispositifs particuliers

I • Dispositifs Jeunesse et Sports : coupons-sport, Solidar'été, Parcours Animation Sport (PAS), « Envie d'agir »

A - Coupons-sport

B - Solidar'été

C - Parcours Animation Sport (PAS)

D - Programme « Envie d'agir »

E - Aide de l'État à la formation Bafa

F - Le « Pass'Sport », révision du dispositif favorisant l'accès aux sports

1. *Les critères permettant aux personnes de bénéficier de l'aide forfaitaire « Pass'Sport »*
2. *Les critères permettant aux structures d'être partenaires du dispositif « Pass'Sport »*
3. *La procédure de remboursement par l'État de la réduction faite par la structure partenaire aux bénéficiaires*

G - Le « Pass Culture », révision du dispositif pour une extension des mesures aux jeunes de 15 à 17 ans et à une diversité d'acteurs culturels

II • Autres dispositifs : Ville vie vacances, Agence nationale pour la cohésion sociale (Acsé), Fonds d'expérimentation pour la jeunesse, contrats « passerelles » avec les collectivités territoriales, plan « égalité des chances » de la défense, contrats d'autonomie, trophées J. Pass

A - Ville vie vacances

B - Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances

1. *Le service civil volontaire*
2. *La lutte contre l'illettrisme, projet local de réussite éducative*

C - Fonds d'expérimentation pour la jeunesse

D - Contrats « passerelles » avec les collectivités territoriales

E - Plan « Égalité des chances » de la Défense

F - Contrats d'autonomie

G - Trophées J. Pass

1. *Cadre des projets*
2. *Dossiers de candidature*

H - Service national universel (SNU)

1. *Le SNU, une démarche éducative au centre des missions du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports*
2. *Les différentes étapes du SNU et ses particularités*

I - « Les cités éducatives », un nouvel enjeu des politiques publiques par extension territoriale du dispositif interministériel et partenarial en 2021

1. Quelques points de repère pour comprendre ce dispositif, de son origine au premier retour d'expérience de sa mise en œuvre
2. Focus sur la question du niveau d'ambition du dispositif concernant la tranche d'âge 0-25 ans, notamment sur l'accompagnement des jeunes de 16-25 ans et du partenariat

J - Le programme d'expérimentation « Territoires éducatifs ruraux »

1. Contexte depuis 2011 relatif au système éducatif dans les territoires ruraux
2. Objectifs et mesures du programme d'expérimentation « Territoires éducatifs ruraux »

K - Le contrat d'engagement jeune (CEJ) remplace la garantie jeune et s'articule avec le dispositif « service civique »

1. Les principales mesures du contrat d'engagement jeune (CEJ)
2. Appel à projets national mobilisation pour l'accessibilité du service civique dans le cadre du contrat d'engagement jeune (CEJ)

III • Aides de la Communauté européenne

A - Des programmes couvrant de nombreux secteurs

B - Programme européen « Jeunesse en action »

C - Programme « Éducation et formation tout au long de la vie »

D - Programme « Culture »

E - Programme « L'Europe pour les citoyens »

IV • Juniors associations

Préambule

A - Définition

B - Le réseau national des Juniors associations

C - Champ des activités possibles

D - Nuit des étoiles

V • Caisses d'allocations familiales : les aides aux familles

Préambule

A - Les bons-vacances

1. Les bons-vacances en centre aéré
2. Les bons-vacances été
3. Les bons-vacances pour des séjours en famille (VACAF)

B - La carte ou tickets loisirs

C - La carte ou tickets temps libres

D - Le Pass'loisirs, le Pass'sports-loisirs ou bons loisirs jeunes (BLJ)

E - Les enfants handicapés

VI • Jeunes sapeurs-pompiers (JSP)

Préambule

A - Conditions d'inscription

B - Formation

C - Formation dans le cadre scolaire

D - Diplôme d'animateur de jeunes sapeurs-pompiers

E - Cadets de la sécurité civile

VII • Service civique volontaire

A - Principes généraux

B - Agrément de l'organisme d'accueil

- 1. Agrément d'engagement de service civique*
- 2. Agrément de volontariat de service civique*

C - Les conditions de l'engagement et le fonctionnement du dispositif

- 1. Contrat*
- 2. Congés*
- 3. Rémunération*
- 4. Dispositions diverses*
- 5. Formation aux premiers secours*

D - Les différences avec le service civil

VIII • Le fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP)

Préambule

A - Conditions à remplir pour l'attribution d'un poste FONJEP

B - Participation de l'État

IX • Le chèque emploi service universel (CESU)

A - Définition et fonctionnement

B - Structures d'accueil concernées

C - Affiliation et remboursements

X • Dispositif local d'accompagnement (DLA)

A - Présentation

B - Objectifs du DLA et procédure pour en bénéficier

XI • Aides propres à la petite enfance

Préambule

A - Aide dans le cas d'un accueil individuel

B - Aide en accueil collectif

C - Aides pour frais de garde : modalités propres au chèque emploi service universel (CESU)

XII • Point info famille (PIF)

A - Objectifs

B - Missions

C - Documents concernant la mise en place d'un point info familles

XIII • Congé d'engagement associatif, compte d'engagement citoyen (CEC)

Préambule

A - Congé d'engagement associatif

B - Compte d'engagement citoyen (CEC)

XIV • Scolaires : Plan mercredi

Préambule

A - L'encadrement du mercredi

B - Les financements

C - Charte de qualité

XV • Covid-19 – Mesures institutionnelles pouvant faire l'objet d'une prolongation ou d'une adaptation en 2021 et au-delà de cette année

A - Disposition prises par l'État

B - Actions et outils mis en place par le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

1. *Protocole sanitaire renforcé : rentrée scolaire novembre 2020*
2. *Continuité pédagogique*
3. *« Vacances apprenantes »*
4. *Application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 aux accueils collectifs de mineurs (ACM) assortie de la gestion des risques et des cas de Covid-19*
5. *Renforcement des mesures sanitaires dans les ACM*
6. *Protocole sanitaire relatif aux ACM en date du 7 septembre 21*
7. *FAQ - Accueils collectifs de mineurs - Focus « Passe Sanitaire - Cas Covid-1. confirmé »*

C - Aides financières et modalités de gestion exceptionnelles

1. *Plan de relance du Plan mercredi LC n° 2020-09, 8 septembre 2020*
2. *Maintien des prestations de services et d'accompagnement des partenaires par les Caf pendant la crise liée à la pandémie de la Covid-19*
3. *Modalités de maintien des financements via les prestations de service et accompagnement des partenaires par les Caf pendant la crise liée à la pandémie de Covid-1. – octobre 2021*

XVI • Jeux Olympiques 2024 - Dispositifs et outils pédagogiques

A - Ligne directrice du gouvernement autour des jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024

B - Les labels « Génération 24 » et « Terre de Jeux 2024 », pour promouvoir le sport au quotidien et célébrer les jeux Olympiques et Paralympiques

1. *Le label « Génération 2024 »*
2. *Le label « Terre de Jeux 2024 »*

XVII • Mettre en œuvre l'agenda Jeunes, paix et sécurité (JPS)

Annexes

Annexe I

Services « en ligne » et adresses utiles à consulter

Annexes II à LXIII à télécharger

Équipe éditoriale

> Sous la direction d'Anne GENOVESE

Consultante en gestion d'établissements, de projets de territoire et de services à la population, coach secteur socio-éducatif

Titulaire d'un diplôme des hautes études des pratiques sociales (DHEPS) et du diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation (DEFA)

Directrice d'un service socio-éducatif dans une association gérant une quarantaine de lieux d'accueil de mineurs et de plusieurs centres sociaux

Anne GENOVESE, auteur chez Territorial Éditions depuis 2016, a eu le plaisir de travailler avec M. Roger SONCARRIEU qui a occupé le poste de directeur scientifique du CL34 avec implication, pendant de nombreuses années. Aujourd'hui, Anne GENOVESE exprime avec émotion son honneur de lui succéder pour écrire et accompagner une équipe éditoriale dans la rédaction de cet ouvrage pratique et concret, avec le souhait de s'inscrire dans son sillage afin de lui rendre hommage.

> Les auteurs :

Bertrand de FOUCAULD

Directeur d'un pôle actions sociales et socio-éducatives au sein d'une importante association

Olivier de VESVROTTE

Directeur général adjoint d'une association couvrant plusieurs départements

Anne GENOVESE

Consultante en gestion d'établissements, de projets de territoire et de services à la population, coach secteur socio-éducatif

Titulaire d'un diplôme des hautes études des pratiques sociales (DHEPS) et du diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation (DEFA)

Directrice d'un service socio-éducatif dans une association gérant une quarantaine de lieux d'accueil de mineurs et de plusieurs centres sociaux

Roger SONCARRIEU †

Ancien élu municipal, président d'un organisme de formation

